



CARACTÈRE EXÉCUTOIRE

- déposé en sous-préfecture le - 5 JUN 2024
- affiché en mairie le - 5 JUN 2024
- notifié le - 5 JUN 2024

Pour le Maire et par délégation
La Directrice générale des services
Karine COMBAUD

DÉCISION n°2024/211

Objet : Convention de mise à disposition d'une boîte aux lettres, à la Maison Des Associations - Association MEMORIZ'UP

Le Maire des Ulis,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil municipal au Maire ;

Vu la délibération n°2020/080 du 10 juillet 2020, par laquelle le Conseil municipal délègue au Maire ses pouvoirs, pour la durée de son mandat, en vertu des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales; complétée par la délibération n°2023/076 du 14 septembre 2023 ;

Vu la délibération n°2023/023 du Conseil municipal en date du 13 avril 2023 portant sur la mise à disposition des locaux ;

Vu le projet de convention avec l'association MEMORIZ'UP, représentée par Mm Habiba DERNOUNE, Présidente ;

Considérant que les associations Ulissiennes sollicitent des domiciliations au sein des équipements de la Commune ;

Considérant que la mise à disposition à titre gracieux se fera sous couvert de la signature par les structures, du contrat d'engagement républicain prévu par la loi du 24 août 2021 ;

Considérant que dans le cadre de la politique communale et de promotion des activités sportives, culturelles et d'intérêt général proposées par les diverses associations Ulissiennes, des boîtes aux lettres sont mises à disposition de celles-ci, à titre gracieux et précaire ;

DÉCIDE

Article 1

De signer une convention de mise à disposition, à titre gracieux et précaire, d'une boîte aux lettres pour l'association MEMORIZ'UP à la Maison Des Associations (MDA), représentée par Mm Habiba DERNOUNE, Présidente, sise 2 Avenue d'Alsace aux ULIS (91940).

Article 2

La convention est établie à compter de la date de sa signature, et ce, pour une durée de deux ans.

Article 3

Les conditions de cette mise à disposition sont consignées dans la convention.

Article 4

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance et sera affichée conformément aux dispositions prévues par l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales. Elle est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Les Ulis,
Le 29 mai 2024



Clovis CASSAN

Maire des Ulis

055